



Décision n° 2018-283

autorisant des travaux et des installations
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande déposée le 16 mai 2018 par Monsieur GALLICE Michel,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 16 juillet 2018,

Considérant que la demande porte sur la construction d'une terrasse en bois donnant accès à l'étage supérieur d'un bâtiment de type « casoun traditionnel de la Roya », défini par la modalité n°22 d'application de la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du parc national, et qu'à ce titre, les travaux de rénovation ne sont possibles que dans le cas où le bâtiment n'est pas affecté à un usage d'habitation,

Considérant toutefois que la transformation de ce bâtiment en lieu de villégiature est antérieure à la réglementation issue des décrets de 2009 et 2012, qu'il convient donc a minima, de rendre possible la réalisation des travaux afin de permettre le maintien de cet édifice dans le temps, à condition que ceux-ci ne portent pas atteinte à la tradition architecturale et à l'identité du bâti,

Considérant que ce projet de terrasse a pour objectif de sécuriser l'accès au niveau supérieur du casoun, compte-tenu de l'existence d'une excavation dans le sol auquel est adossé le bâtiment et l'affaissement du plafond de celle-ci,

Considérant que les travaux projetés ne représentent pas la mesure optimale de sécurisation, celle-ci étant l'évacuation des matériaux stockés dans l'excavation et le comblement de celle-ci ou la consolidation pérenne de son plafond,

Considérant toutefois que ces travaux permettent de sécuriser a minima les abords du casoun sans avoir recours à d'importants et coûteux travaux, représentant à ce titre un compromis temporaire non dénué d'intérêt,

Considérant que les dimensions limitées de cette terrasse, son caractère potentiellement réversible et sa faible co-visibilité depuis la piste du Caïros ou depuis les reliefs environnants, ne portent pas durablement atteinte à la tradition architecturale et à l'identité du casoun,

Considérant néanmoins que cette terrasse ne doit pas servir de support à toute autre installation saisonnière ou pérenne qui ne serait pas compatible avec l'architecture et le caractère traditionnel du casoun,

Décide :

Article 1 :

Monsieur GALLICE Michel, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des travaux d'installation d'une terrasse adossée au bâtiment cadastré n°64 section J de la commune de Saorge, situés dans le cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 septembre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Les dimensions de la terrasse n'excéderont pas 12 m².

3.2. La membrane type EPDM, destinée à l'imperméabilisation du plafond du talus et de l'excavation, devra être intégralement recouverte de terre végétale prélevée localement, sans dépassement à l'air libre.

3.3. L'intégralité de la terrasse sera constitué de bois naturellement imputrescibles, non traités. En cas d'utilisation de bois clairs ceux-ci devront être teintés sombre et mat avec des produits exclusivement naturels.

3.4. L'aménagement devra être intégralement amovible et réalisé sans maçonnerie.

3.5. La présente ne vaut pas autorisation d'installations saisonnières ou pérennes de type pergola, tonnelle, auvent, paroi autonome...sur ladite terrasse qui devra rester découverte en toutes circonstances.

Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par les réglementations en vigueur.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

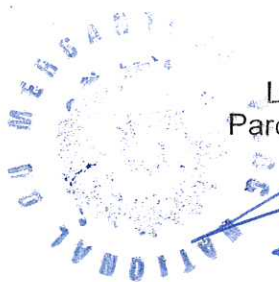
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 18 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER